

# GREVE DES PROFESSEURS D'UNIVERSITE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO : ANALYSE SOUS LE PRISME SYSTEMIQUE

## UNIVERSITY PROFESSORS' STRIKE IN THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO : A SYSTEMIC ANALYSIS.

**Auteur 1** : NZUZI DIALAKANA Giscard.

**Auteur 2** : MBUILU DIAMBU Hyppolite.

**Auteur 3** : MUEMFU MATEMPA Jeancy.

**Auteur 4** : GONDA MATUMONA Cerlain.

**Auteur 5** : IZA MADI Jean-Robert.

**Auteur 6** : KHUABI MBUMBU Louis-Bernard.

---

### **NZUZI DIALAKANA Giscard**

Institut Supérieur de Commerce de Matadi/Fiscalité, Douane et Accises/RD Congo

Apprenant au troisième cycle en Sciences Economiques et de Gestion à l'Université Kongo/RD Congo

### **MBUILU DIAMBU Hyppolite**

Apprenant au troisième cycle en Sciences Economiques et de Gestion à l'Université Kongo/RD Congo

### **MUEMFU MATEMPA Jeancy**

Institut Supérieur de Techniques Appliquées de Gombe-Matadi/ /RD Congo

Apprenant au troisième cycle en Sciences Economiques et de Gestion à l'Université Kongo/RD Congo

### **GONDA MATUMONA Cerlain**

Apprenant au troisième cycle en Sciences Economiques et de Gestion à l'Université Kongo/RD Congo

### **IZA MADI Jean-Robert**

Apprenant au troisième cycle en Sciences Economiques et de Gestion à l'Université Kongo/RD Congo

### **KHUABI MBUMBU Louis-Bernard**

Université Kongo/FASEG/RD Congo

Apprenant au troisième cycle en Sciences Economiques et de Gestion à l'Université Kongo/RD Congo

**Déclaration de divulgation** : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

**Conflit d'intérêts** : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

**Pour citer cet article** : NZUZI DIALAKANA .G,MBUILU DIAMBU .H,MUEMFU MATEMPA .J, GONDA MATUMONA .C, IZA MADI .J R, KHUABI MBUMBU .L B (2026) « GREVE DES PROFESSEURS D'UNIVERSITE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO : ANALYSE SOUS LE PRISME SYSTEMIQUE », African Scientific Journal « Volume 03, Num 36 » pp: 2580 – 2607.



DOI : 10.5281/zenodo.21040880

Copyright © 2026 – ASJ



## Résumé

La grève des Professeurs d'Université en République Démocratique du Congo est un phénomène complexe, marqué par des revendications portant principalement sur des questions salariales, des conditions de travail et des problèmes structurels dans le système éducatif. Cette grève est analysée sous le prisme systémique, dans la mesure où, nous avons voulu comprendre les interactions entre différents éléments du système éducatif, social, économique et politique en vue d'examiner les facteurs qui contribuent à cette situation à différents niveaux. Cependant, sous l'approche systémique, la grève des Professeurs d'Université en République Démocratique du Congo est un phénomène qui ne résulte pas seulement de revendications individuelles, mais de dysfonctionnements dans un système global : un système éducatif fragilisé par des problèmes structurels, une gestion inefficace des ressources et un manque de dialogue entre les différents acteurs. Pour résoudre cette crise, il est nécessaire de considérer l'ensemble du système et d'engager une réforme plus large, incluant une meilleure gestion des ressources, des investissements dans l'éducation et une plus grande participation des différents acteurs dans la gouvernance universitaire. Ainsi, l'objectif principal recherché à travers ce papier consistait de connaître les différents problèmes de cette grève, d'identifier la perception se fait l'environnement (la population congolaise en général et les étudiants en particulier) de cette grève en vue de mesurer l'impact de celle-ci.

**Mot Clés :** *Grève, Enseignement Supérieur et Universitaire, Prisme Systémique*

**Abstract**

The strike by university professors in the Democratic Republic of Congo is a complex phenomenon, characterized by demands primarily concerning salaries, working conditions, and structural problems within the education system. This strike is analyzed from a systemic perspective, as we sought to understand the interactions between different elements of the educational, social, economic, and political systems in order to examine the factors contributing to this situation at various levels. However, from a systemic perspective, the strike by university professors in the Democratic Republic of Congo is a phenomenon that stems not only from individual demands but also from dysfunctions within a comprehensive system : an education system weakened by structural problems, inefficient resource management, and a lack of dialogue among the various stakeholders. To resolve this crisis, it is necessary to consider the entire system and undertake broader reforms, including improved resource management, investments in education, and greater participation of the various stakeholders in university governance. Thus, the main objective sought through this paper was to understand the different problems of this strike, to identify the perception of this strike by the environment (the Congolese population in general and the students in particular) in order to measure its impact.

**Keywords :** *Strike, Higher and University Education, Systemic Prism*

## I. Introduction

### 1. Contexte et justification de l'étude

L'enseignement supérieur est universellement reconnu comme un levier fondamental du développement économique, social, scientifique et technologique des nations. Il constitue un espace privilégié de production des connaissances, de formation du capital humain et de promotion de l'innovation indispensable à la compétitivité des Etats dans un contexte de mondialisation. Selon Altbach, les universités jouent un rôle stratégique dans la construction des sociétés du savoir et dans le renforcement des capacités nationales de développement (Altbach, 2007).

Dans un monde en perpétuel bouleversement, lorsque le moindre élément a une incidence sur le tout, seule une approche globale permet de prendre en compte les innombrables interactions qui multiplient la difficulté d'appréhender l'ensemble des problèmes qui se posent à nous (Yatchinovsky, 2018).

En République Démocratique du Congo, le système de l'Enseignement Supérieur, Universitaire, Recherche Scientifique et Innovations (ESURSI) connaît depuis plusieurs décennies des difficultés structurelles caractérisées par l'insuffisance des financements publics, la dégradation des infrastructures universitaires, la faible valorisation de la recherche scientifique et la précarité des conditions socio-professionnelles des enseignants. Ces contraintes ont favorisé l'émergence récurrente de mouvements de revendication syndicale dont les grèves des professeurs d'université constituent l'expression la plus visible. A plusieurs reprises, ces mouvements ont entraîné la suspension des activités académiques, perturbé le calendrier universitaire et affecté la qualité de la formation offerte aux étudiants (Ministère de l'ESURSI, 2024).

Les grèves observées dans les universités congolaises trouvent principalement leur origine dans les revendications relatives à l'amélioration des conditions salariales, à la mécanisation des nouvelles unités académiques, au paiement des primes de recherche, à l'application des accords conclus entre le gouvernement et les organisations syndicales ainsi qu'à l'amélioration des conditions de travail. Toutefois, réduire ces mouvements à de simples revendications salariales constituerait une lecture partielle du phénomène. A cet effet, les conflits universitaires résultent souvent d'interactions complexes entre plusieurs facteurs institutionnels, politiques, économiques et sociaux qui s'influencent mutuellement dans un système caractérisé par de multiples interdépendances. Cette perspective rejoint l'analyse de Crozier et Friedberg selon laquelle les organisations sont des systèmes d'action concrets au sein desquels les acteurs

développent des stratégies en fonction des ressources et des contraintes qui structurent leurs relations (Crozier et al, 1977).

Dans cette perspective, l'approche systémique apparaît particulièrement pertinente pour appréhender la problématique des grèves des professeurs d'universités en RDC. Développée notamment par Ludwig von Bertalanffy, la théorie générale des systèmes considère qu'aucun phénomène social ne peut être compris indépendamment des interactions qui l'unissent à son environnement. Tout système est composé d'éléments interdépendants dont les actions et réactions produisent des effets sur l'ensemble de la structure. Toutefois, les mouvements de grève des professeurs peuvent être analysés comme le résultat d'un déséquilibre affectant les relations entre l'Etat, les universités, les syndicats, les enseignants, les étudiants et les partenaires sociaux (Bertalanffy, 1973).

Les explications de l'activité de grève s'organisent autour du concept de pouvoir de négociation ou encore autour de celui de l'imperfection de l'information (Lacroix et al., 1979). Le droit de grève est un droit naturel. Si un ouvrier a le droit de refuser de travailler pour un employeur déterminé, deux ouvriers ou plus, du fait de leur coalition, ne perdent aucunement ce droit fondamental dont la négation, dans des circonstances normales, équivaldrait à l'établissement du travail forcé qui n'est qu'une forme adoucie de l'esclavage (La direction, 1947). Il est sans doute aisé de reconnaître une grève quand elle se produit, mais la définir n'est pas commode. On a pu sans doute la caractériser comme un « arrêt temporaire décidé par un groupe de travailleurs pour exprimer une revendication ou appuyer une réclamation (Griffin, 1939) », mais aucun des trois éléments retenus n'est à l'abri de tout reproche.

Cependant, il y aurait une relation inverse entre le cycle des grèves et le cycle économique, selon que l'on se trouve en période longue de croissance ou de stagnation. En période de croissance, il s'agit d'une relation parallèle : la fréquence des grèves augmente lorsque la conjoncture économique progresse (Hansen, 1921). En période de stagnation, cette relation s'inverse : la conflictualité augmente, lorsque l'on entre en phase de récession, car les salariés essaient de se prémunir contre une baisse des salaires à laquelle ils s'attendent. Une grève est la conséquence de la difficulté qu'ont les salariés et les syndicats d'évaluer correctement la situation et l'évolution des profits des employeurs (Arrighi, 1991). La grève constituerait ainsi un moyen de tester la capacité de l'employeur à accorder une augmentation salariale.

Le conflit est inhérent à l'homme soit dans sa vie individuelle, soit dans sa vie sociale. Il est impossible de chercher à le faire disparaître complètement. Par son intelligence l'homme perçoit plusieurs choses qu'il considère comme des biens et sa volonté cherche ensuite à se les procurer.

Aucun de ces biens, comme tout ce qui existe, n'est capable de le satisfaire pleinement. Obligé alors d'effectuer des choix, il est constamment dans un certain état de tension qu'il doit accepter comme une composante essentielle de sa condition d'être intelligent et libre.

C'est pourquoi, le domaine des relations du travail est particulièrement un lieu privilégié de conflits. Ceci est facile à comprendre puisque les rapports du travail ont un caractère collectif et impliquent des liens de subordination hiérarchique et de dépendances économiques. La grève est un phénomène social d'une nature très ambiguë, car elle peut être à la fois une forme de manifestation d'un conflit, et aussi un moyen de le régler. On peut définir la grève comme l'utilisation concertée par les travailleurs de la prestation de travail comme moyen de pression pour amener les autres à se rendre à leurs desiderata. Ces « autres » peuvent être soit l'employeur, soit le gouvernement, soit le public ou même d'autres travailleurs.

La grève exerce, en fait, des fonctions diverses qui peuvent être voulues ou réalisées soit d'une façon isolée, soit d'une façon concomitante : économique, sociale, politique, psychologique, etc. La grève est toujours un moyen de pression, mais elle peut prendre plusieurs formes. La grève n'a qu'une finalité économique et que le plus grand dommage infligé à l'employeur par l'arrêt de travail est la perte immédiate d'un profit.

L'enseignement supérieur constitue un pilier essentiel du développement économique, social et scientifique d'un pays. En République Démocratique du Congo, le secteur de l'Enseignement Supérieur, Universitaire, Recherche Scientifique et Innovations (ESURI) connaît depuis plusieurs décennies des crises récurrentes marquées notamment par les grèves des professeurs d'université. Ces mouvements sociaux résultent principalement des revendications liées à l'amélioration des conditions salariales, à la prise en charge de la recherche scientifique, à la mécanisation des enseignants et à l'application des accords conclus entre le gouvernement et les syndicats académiques. Selon Crozier et Friedberg, les conflits organisationnels naissent souvent des dysfonctionnements dans les mécanismes de régulation entre les acteurs d'un système (Crozier et al., 1977).

La justification de cette étude repose sur la nécessité de comprendre les causes profondes et les conséquences des grèves universitaires en RDC en adoptant une approche systémique. Cette dernière permet d'analyser les interactions entre les différents acteurs (Etat, universités, syndicats, enseignants et étudiants) afin de dégager des solutions durables. Bertalanffy soutient qu'un système est un ensemble d'éléments interdépendants dont les perturbations affectent l'ensemble de la structure (Bertalanffy, 1973).

Ainsi, le choix de ce sujet s'explique par la fréquence des mouvements de grève observés dans les universités congolaises et par leurs répercussions sur la qualité de l'enseignement supérieur. La multiplication des interruptions des activités académiques affecte la formation des étudiants, la production scientifique et la crédibilité des institutions universitaires.

L'intérêt scientifique réside dans l'application de la théorie systémique à l'analyse des conflits sociaux dans l'enseignement supérieur. Cette étude contribue ainsi à enrichir les connaissances sur les interactions entre les composantes du système universitaire. Selon Morin, la compréhension des phénomènes complexes exige une approche globale prenant en compte les relations entre les parties et le tout (Morin, 1977).

L'intérêt pratique de cette recherche consiste à fournir aux décideurs publics et aux gestionnaires universitaires des outils d'analyse susceptibles d'améliorer la gouvernance du secteur de l'Enseignement Supérieur, Universitaire, Recherche Scientifique et Innovations et de prévenir les conflits récurrents.

## **2. Problématique**

Depuis longtemps on est à la recherche d'un substitut à la grève traditionnelle qui sauvegarderait le recours à l'utilisation de pressions économiques dans les négociations collectives et en même temps éviterait les inconvénients dont souffrent les consommateurs (Dion, 1969).

Depuis longtemps déjà, l'on se plaint des inconvénients que doit endurer le public lorsqu'un arrêt de travail se produit. Si l'on trouvait un moyen permettant aux parties de conserver leur « force de frappe » à la table des négociations sans interrompre le travail, le public ne serait pas incommodé et ni l'employeur, ni le syndicat ne se sentiraient lésés. Les acteurs sociaux, économiques et politiques sont confrontés à des tensions entre des requêtes à la négociation collective et à la concertation sociale et des aspirations à la productivité, à la flexibilité, ... étant tous plus ou moins consentants sur cette dominante que serait la compétitivité (Gilbert, 2003).

Au cours de ces décennies, notre pays la République Démocratique du Congo a connu une suite de grèves dans beaucoup des domaines parmi lesquels le secteur de l'enseignement n'était pas épargné. Dans les Etablissements Universitaires publics on a constaté une répétition de mouvement de cessation collective et concertée du travail dans lesdits établissements. Cela a donné lieu à une prise d'engagement du Gouvernement national Congolais à améliorer le barème salarial du personnel académique et scientifique au sens des Universités et Instituts Supérieurs étatiques. Jusqu'à ce jour rien de concret n'a été proposé aux enseignants, malgré les promesses faites. La politique d'encadrement des enseignants sur leur situation salariale

soulève un certain nombre des questions dans lesquelles les professeurs conditionnent la reprise du travail par le respect, par le gouvernement congolais, de ses engagements.

Le Réseau des Associations des Professeurs des Universités et Instituts Supérieurs du Congo (RAPUICO en sigle) a annoncé le mouvement de grève sèche et générale des Professeurs du secteur de l'Enseignement Supérieur et Universitaire. Les Professeurs des Universités justifient cette décision par le non-respect des accords de Mbudi et de Bibwa par le gouvernement. Parmi les revendications des enseignants du niveau supérieur figurent entre autres l'amélioration de leurs conditions salariales, la mécanisation des non-payés, augmentation des salaires, amélioration des infrastructures, régularisation des paiements des primes, la compensation en véhicules et le paiement des primes de recherche.

Le RAPUICO constate encore avec regret que rien de concret n'a été fait durant cette période concernant le démarrage de la Commission permanente de suivi et des autres engagements pris à la Commission paritaire dans le cadre de l'Addendum au Protocole d'accord, déplore le RAPUICO, tout en tenant le gouvernement pour responsable des conséquences qui découleraient de cette grève. La négligence et le sous-financement ont marqué l'histoire de l'éducation en RDC. Moins de 10% du budget national est alloué à l'éducation, un chiffre bien en deçà de la moyenne des autres pays africains, selon un rapport de l'UNESCO. Ce désengagement a entraîné une dégradation des conditions d'enseignement qui rend cette grève presque inévitable.

Les enseignants, souvent en proie à des salaires dérisoires et à des conditions de travail précaires, expriment leur frustration. Les conséquences de cette grève touchent directement les étudiants. Les cours sont suspendus, perturbant ainsi gravement le calendrier académique. En plus des défis déjà présents, comme le manque de ressources et de matériel didactique, les étudiants se retrouvent dans une situation encore plus précaire. Les retards dans l'obtention des diplômes, commencent à peser sur l'avenir des jeunes diplômés. A long terme, l'image du système éducatif congolais pourrait souffrir de cet état de fait. Les universités, déjà peu attractives, risquent de voir leur réputation ternie, décourageant ainsi les futures inscriptions. La RDC court alors le risque de perdre une génération de talents, ce qui pourrait freiner son développement économique et social.

Les réactions à cette grève affluent. Le gouvernement congolais a manifesté son intention de dialoguer avec les syndicats, mais les promesses de réformes restent vagues. Les syndicats, quant à eux, demeurent déterminés à se faire entendre. Ils affirment qu'ils ne mettront pas fin à la grève tant que des mesures concrètes ne seront pas mises en place. A l'avenir, la situation

dépendra de la volonté politique du gouvernement et de l'engagement des enseignants. Cette grève pourrait également inspirer d'autres secteurs à revendiquer des améliorations, entraînant un climat de contestation généralisé. Les enjeux s'avèrent cruciaux, non seulement pour l'éducation, mais pour l'ensemble de la société congolaise.

La persistance des grèves universitaires en République Démocratique du Congo malgré les multiples négociations entre le gouvernement et les représentants des enseignants témoigne de l'existence de problèmes structurels non résolus. Cette situation met en évidence les limites des mécanismes traditionnels de gestion des conflits et justifie une analyse approfondie sous l'angle systémique.

Cette recherche vise à comprendre comment les interactions entre les différents acteurs du système universitaire produisent des tensions conduisant aux mouvements de grève. Elle cherche également à identifier les mécanismes susceptibles de restaurer l'équilibre du système. Au regard de ce qui précède, la présente étude suscite la question fondamentale suivante : Qu'est-ce qui serait à la base de la grève des Professeurs d'Université de la République Démocratique du Congo ? De cette question principale découlent des questions spécifiques ci-après : Quelle représentation se fait l'environnement (la population), de la grève au sein des universités publiques de la RDC ? Cette grève a-t-elle un impact dans le système éducatif congolais ?

Ces questions constituent le fil conducteur de notre recherche.

### **3. Hypothèses de recherche**

Au regard des questions ci-haut, nous présentons les hypothèses suivantes : - la grève des Professeurs d'Université de la République Démocratique du Congo serait due à la crise de la rémunération et du pouvoir d'achat, du sous-financement du secteur public et à la non réalisation des promesses tenues par le Gouvernement. - La population ne soutiendrait pas l'idée de la grève des Professeurs d'Université dans la mesure où les étudiants seraient les plus grandes victimes de la situation de la grève. - Cette grève impacterait le système éducatif congolais.

### **4. Objectifs scientifiques**

L'objectif général que nous poursuivons en élaborant cette étude est celui de connaître les différents problèmes à la base de cette grève en vue de mesurer les conséquences économiques de celle-ci. De manière spécifique, cette réflexion permet d'analyser les problèmes liés à la grève, d'identifier la perception se fait l'environnement (la population) de la grève et de connaître si cette grève a un impact dans le système éducatif congolais.

## 5. Approche

Cette recherche s'inscrit dans une démarche qualitative à visée descriptive, compréhensive et analytique. Le choix de cette approche repose sur la volonté d'appréhender les perceptions, les représentations et les interactions des différents acteurs impliqués dans les mouvements de grève universitaires. Selon Mucchielli, la recherche qualitative vise à comprendre les phénomènes sociaux à partir du sens que les acteurs leur attribuent (Mucchielli, 2009). L'étude mobilise la méthode systémique qui permet d'examiner les relations d'interdépendance entre les composantes du système universitaire congolais. Cette méthode est particulièrement adaptée à l'analyse des phénomènes complexes caractérisés par la multiplicité des acteurs et des facteurs explicatifs. Elle vise à identifier les mécanismes de rétroaction qui entretiennent ou amplifient les conflits sociaux au sein du secteur universitaire. Dans le cadre de cette recherche, la grève des professeurs d'université n'est pas appréhendée comme un simple conflit salarial opposant les enseignants au gouvernement. Elle est considérée comme le résultat d'un ensemble complexe d'interactions entre plusieurs sous-systèmes qui composent le système de l'enseignement supérieur congolais. L'application de la méthode systémique repose sur cinq dimensions fondamentales, à savoir : l'identification des acteurs et des sous-systèmes, l'analyse des interactions entre les acteurs, l'analyse des mécanismes de rétroaction, l'analyse des facteurs de déséquilibre du système et l'analyse des mécanismes de régulation. La collecte des données repose sur une triangulation méthodologique associant plusieurs techniques, notamment documentaire qui a permis de retracer l'évolution historique des conflits universitaires et de contextualiser les données empiriques et l'entretien semi-directif ayant permis de recueillir les perceptions des acteurs sur les causes des grèves, leurs conséquences et les solutions envisageables. Les données recueillies ont fait l'objet d'une analyse thématique du contenu selon la méthode proposée par Bardin. Cette technique permet d'identifier les catégories d'analyse relatives aux causes des grèves, aux stratégies des acteurs, aux conséquences des conflits et aux mécanismes de régulation existants. Les résultats ont ensuite été interprétés à la lumière du cadre théorique systémique afin de dégager les dynamiques structurelles sous-jacentes aux mouvements de grève (Bardin, 2013). Afin d'assurer la validité scientifique de la recherche, les informations obtenues par les entretiens ont été systématiquement confrontées aux données documentaires. Cette triangulation contribue à renforcer la crédibilité, la fiabilité et la robustesse des résultats obtenus.

## **6. Développement articulé sur la grève et revue de la littérature**

### **6.1. La grève des Professeurs d'Université en République Démocratique du Congo : une justification théorique et économique**

#### **6.1.1. Grève**

Pour que les mouvements collectifs qui se produisent sur le lieu de travail ou à l'occasion des rapports de travail reçoivent le label de grève, ils doivent rentrer dans un cadre juridique préalablement constitué (Guy, 1979). Or, si l'on peut bien retrouver dans la plupart des pays, le rythme ternaire qui a caractérisé l'évolution du phénomène avec les phases successives de l'interdiction, de l'autorisation et de l'éventuelle consécration légale ou constitutionnelle de la grève, il faut toutefois observer que d'un pays à l'autre, les cadres juridiques demeurent distincts.

Selon le dictionnaire juridique Larousse, le terme grève signifie la dénomination donnée à un mouvement collectif pris à l'initiative de tous ou d'une partie du personnel d'une entreprise, destiné en général à contraindre l'employeur à la négociation des conditions de travail et de rémunération.

Une autre définition nous semble encore plus pertinente étant donné qu'elle correspond un peu plus à notre recherche. Ici le mot grève est considéré comme une action collective consistant en une cessation concertée du travail par les salariés d'une entreprise, d'un secteur économique, d'une catégorie professionnelle ou par extension de toute autre personne productive, souvent à l'initiative des syndicats (Guy et al., 2008). Cette action vise à appuyer les revendications des salariés en faisant pression sur les supérieurs hiérarchiques ou l'employeur (chef d'entreprise ou patron), par la perte de production (et par conséquent de revenu) que la cessation de travail entraîne. Il s'agit d'une épreuve de force : le gréviste n'est pas rémunéré alors que l'entreprise ne produit plus et perd de l'argent.

Dans toutes ces définitions, nous pouvons comprendre que le concept grève est un mouvement de force (ou de pression), initié par les employés en vue de ramener l'employeur à la prise en considération de leurs revendications.

#### **6.1.2. Enseignement Supérieur et Universitaire**

Le terme Enseignement Supérieur et Universitaire désigne donc l'ensemble des établissements qui dispensent un enseignement au-delà de la terminale, dans les universités ou les écoles supérieures.

L'enseignement supérieur englobe l'ensemble de toutes les sciences théoriques et appliquées faisant son domaine et tout ce qui peut être sujet d'études, de recherches de l'enseignement, et aboutit à un système cohérent intégré dans l'unité des sciences (Piobetta, 1961). En RDC, cet enseignement est dispensé dans les universités et les instituts supérieurs et est désigné par l'Enseignement Supérieur et Universitaire (Bora, 1989) (ESU en sigle) ; sous deux formes, à savoir : l'enseignement universitaire et l'enseignement supérieur.

Selon l'OECD, le terme études supérieures ou enseignement supérieur, désigne généralement l'instruction dispensée par les universités, les collèges anglo-saxons et d'autres institutions comme les grands établissements décernant des grades universitaires ou autres diplômes de l'Enseignement Supérieur (Bora, 1989). Ces études visent à acquérir un niveau « supérieur » de compétences, généralement via une inscription ou concours d'entrée, un cursus ponctué par des examens.

Dans le cadre de ce travail, nous pouvons retenir que le terme Enseignement Supérieur et Universitaire désigne l'éducation qui s'effectue au sein des universités ou des institutions supérieures.

### 6.1.3. Prisme systémique

#### 6.1.3.1. Approche systémique

L'approche systémique, parfois nommée analyse systémique, est un champ interdisciplinaire relatif à l'étude d'objets dans leur complexité (<https://www.oecd.org/fr/data/indicators/population-with-tertiary-education.html>).

L'approche systémique veut prendre en compte l'ensemble du système auquel appartient l'individu, l'élément ou le problème considéré, afin de l'appréhender par les interactions qu'il entretient avec les autres éléments du même système (Yatchinovsky, Op.cit).

L'approche systémique consiste à distinguer dans la réalité deux parties, le système et son environnement, l'environnement étant constitué par l'ensemble des objets dont un changement affecte le système et qui sont eux-mêmes affectés par les variations de celui-ci.

En tant que partie intégrante du système éducatif, la grève des professeurs d'université ne peut pas être vue isolément. Elle résulte de l'interaction entre plusieurs éléments :

- **Facteurs structurels** : comme les faibles financements, les disparités dans la distribution des ressources et la gestion inefficace des institutions publiques.
- **Facteurs politiques** : Les décisions gouvernementales, les priorités nationales, et les choix budgétaires.

- **Facteurs sociaux et économiques** : Le niveau de vie des Professeurs d'Université et la situation socio-économique générale du pays.

### 6.1.3.2. Les acteurs du système et leurs interactions

L'analyse de la grève des Professeurs d'Université en République Démocratique du Congo (RDC) sous le prisme systémique implique de considérer l'ensemble du système dans lequel cette grève se produit, c'est-à-dire les interactions entre les différentes parties prenantes (État, enseignants, étudiants, institutions et société en général) et les facteurs sous-jacents qui alimentent le conflit. Une analyse systémique permet de comprendre les causes profondes de cette crise, ses effets et la façon dont elle s'inscrit dans un contexte plus large. Cependant, ces acteurs du système sont les suivants :

- a. **L'État** : L'État congolais, qui est l'un des principaux acteurs du système éducatif, joue un rôle clé dans la gestion des universités publiques, le financement de l'éducation et la mise en œuvre des politiques publiques. Toutefois, l'État est souvent perçu comme incapable de répondre aux besoins des enseignants, principalement à cause de la gestion inefficace des ressources publiques, de l'instabilité politique et de la faiblesse des institutions administratives.
- b. **Les enseignants** : Les Professeurs d'Université, représentés souvent par des syndicats, constituent un autre acteur majeur. Leur revendication porte sur l'amélioration de leurs conditions de travail, en particulier leurs salaires, les conditions d'enseignement et l'accessibilité à des ressources adéquates (infrastructures, matériels pédagogiques, etc.).
- c. **Les étudiants** : Bien qu'ils ne soient pas toujours directement impliqués dans les grèves, les étudiants sont des acteurs clés dans le système. La grève affecte leur parcours académique, leur formation et leur avenir professionnel. Ils sont souvent pris en otage dans ces conflits, ce qui complique encore la situation.
- d. **Les institutions** : Les universités, qui sont souvent mal financées et mal gérées, sont au cœur du conflit. Leur rôle est de fournir une éducation de qualité, mais elles manquent souvent des ressources nécessaires pour remplir cette mission. Les dirigeants des universités sont souvent en conflit avec le gouvernement sur les questions de financement et de gestion.

### 6.1.3.3. Les causes sous-jacentes

- **Sous-financement de l'éducation** : L'un des principaux moteurs des grèves réside dans le sous-financement chronique du secteur éducatif. Les universités publiques en RDC dépendent largement du financement public, mais celui-ci est souvent insuffisant pour

couvrir les salaires des enseignants, les infrastructures nécessaires et les autres dépenses. En conséquence, le personnel académique réclame de meilleures rémunérations et des conditions de travail plus favorables.

- **Inflation et dévaluation de la monnaie :** L'économie congolaise connaît une inflation élevée et une dévaluation de la monnaie, ce qui érode le pouvoir d'achat des enseignants. Cette situation complique leur vie quotidienne et alimente la frustration, car les salaires ne suivent pas la hausse des prix.
- **Mauvaise gestion des ressources publiques :** Le manque de transparence dans la gestion des finances publiques contribue à une mauvaise allocation des fonds, dont une faible part est consacrée à l'éducation. Cela accentue la perception que les priorités politiques de l'État sont ailleurs, notamment dans les secteurs stratégiques comme les industries extractives.
- **Instabilité politique et manque de continuité dans les politiques publiques :** La RDC a une histoire d'instabilité politique qui empêche une gestion cohérente et durable de l'éducation. Les changements fréquents dans les gouvernements et les ministères liés à l'enseignement supérieur perturbent la mise en place de réformes efficaces et durables.

#### 6.1.3.4. Les effets systémiques de la grève

- **Perturbation du système éducatif :** La grève des professeurs perturbe l'ensemble du système universitaire, ralentissant ou interrompant la formation des étudiants. Cela affecte directement le calendrier académique, avec des retards dans la remise des diplômes et des conséquences sur la compétitivité des diplômés sur le marché du travail.
- **Perte de confiance dans l'enseignement public :** Les grèves répétées, qui affectent les étudiants, peuvent réduire la crédibilité des universités publiques et augmenter l'écart entre les institutions privées et publiques. Cela pousse certains étudiants à se tourner vers des établissements privés ou étrangers, exacerbant ainsi la fuite des cerveaux et l'inégalité dans l'accès à l'éducation.
- **Impact sur la recherche et l'innovation :** Le manque de financement et la faiblesse des salaires empêchent une véritable dynamique de recherche et d'innovation dans les universités. En conséquence, la RDC reste derrière dans la production de connaissances, l'innovation scientifique et l'amélioration de la compétitivité économique.

- **Tensions sociales et politiques :** La grève des professeurs exacerbe les tensions sociales et politiques, en particulier si les revendications sont perçues comme légitimes mais ignorées par l'État. Cela peut conduire à un climat de méfiance et à des protestations plus larges dans la société, affectant la stabilité politique.

#### 6.1.3.5. Les interactions économiques et sociales

- **Convergence des crises économiques et sociales :** La grève des professeurs d'université en RDC est un symptôme de la crise plus large que traverse le pays. L'économie nationale, marquée par une dépendance aux ressources naturelles, ne permet pas une diversification suffisante pour financer de manière durable l'éducation. L'insuffisance des investissements dans le capital humain limite la croissance économique à long terme et renforce les inégalités sociales.
- **Impact sur le développement humain :** Le système éducatif est un pilier du développement humain. Lorsque les enseignants sont mal rémunérés et que les universités ne disposent pas des ressources nécessaires pour fonctionner correctement, le développement d'une main-d'œuvre qualifiée est compromis, ce qui nuit à la croissance économique, à la stabilité sociale et à la prospérité du pays à long terme.

#### 6.1.3.6. Impacts systémiques

- **Perturbation du système éducatif :** La grève affecte le calendrier académique, les parcours des étudiants et, par conséquent, la formation de la main-d'œuvre qualifiée du pays.
- **Inégalités sociales et économiques :** Le manque d'investissement dans l'éducation renforce les inégalités d'accès à l'enseignement supérieur et limite les chances d'ascension sociale pour les jeunes issus de milieux défavorisés.
- **Consolidation du développement humain :** L'absence de réformes dans l'éducation freine la production de connaissances et le développement du capital humain, ce qui limite la compétitivité économique du pays.

#### 6.1.4. Analyse de la grève des Professeurs d'Université du point de vue économique

L'analyse de la grève des professeurs d'université en République Démocratique du Congo (RDC) sous le prisme systémique, du point de vue économique, implique d'examiner comment différents éléments du système éducatif, économique, et social interagissent et influencent la

situation. Une approche systémique permet de comprendre que cette grève ne relève pas uniquement des revendications salariales des enseignants, mais qu'elle s'inscrit dans un ensemble d'interconnexions complexes qui affectent l'ensemble du système. Cependant, sous cet angle, il sied de retenir :

#### **6.1.4.1. Interaction entre l'État, l'économie et le secteur de l'éducation**

- **Ressources publiques et budget de l'État :** L'un des facteurs clés qui pousse les professeurs à se mettre en grève réside dans l'insuffisance des financements alloués à l'éducation, en particulier à l'enseignement supérieur. Le budget de l'État est souvent insuffisant pour répondre aux besoins de l'éducation, ce qui est symptomatique d'une économie en crise. L'État congolais, confronté à des priorités économiques telles que la gestion de la dette publique, les infrastructures et les projets de développement, alloue souvent une part minime de ses ressources à l'éducation. La faible part du budget allouée à l'enseignement supérieur génère un cycle où les universités publiques manquent de financement pour rémunérer correctement leurs enseignants, moderniser les infrastructures ou financer la recherche.
- **Relation avec les autres secteurs économiques :** Cette situation reflète un système où les priorités économiques sont concentrées sur des secteurs tels que l'exploitation minière ou les industries extractives, au détriment de secteurs sociaux cruciaux comme l'éducation. Cette distribution déséquilibrée des ressources économiques crée des tensions dans le système et explique en grande partie les grèves.

#### **6.1.4.2. Le manque de financement et ses effets sur la qualité de l'enseignement**

- **Impact économique sur la qualité des infrastructures :** Le manque de financement dans les universités publiques a des conséquences directes sur la qualité de l'enseignement. Les universités manquent de ressources pour offrir une infrastructure moderne (bâtiments, laboratoires, bibliothèques) et des outils pédagogiques adéquats. Les professeurs sont parfois contraints d'enseigner dans des conditions précaires, avec des salles de classe surchargées et un manque d'équipements nécessaires à un enseignement de qualité. Cela dégrade la productivité du système éducatif et conduit à un sentiment de frustration parmi les enseignants, qui revendiquent de meilleures conditions.

- **L'effet de l'insuffisance des salaires sur la motivation et la performance des enseignants** : Sur le plan économique, les salaires des enseignants ne sont pas proportionnels à la charge de travail, à la qualification et à l'importance de leur rôle. Cette sous-rémunération a plusieurs effets : une faible motivation, des absences fréquentes, et un turnover élevé des enseignants qualifiés. Le manque de soutien financier pour la formation continue des enseignants ou la recherche académique contribue à une stagnation de la qualité de l'enseignement. En conséquence, cela fragilise davantage le système éducatif et crée un cercle vicieux d'insatisfaction et de grèves.

#### 6.1.4.3. Les grèves comme réponse aux disparités économiques internes

- **Inégalités entre le public et le privé** : Une autre dimension économique de cette grève concerne les disparités entre le secteur public et le secteur privé de l'enseignement supérieur. Dans un contexte où des universités privées, souvent mieux financées et ayant plus de ressources, peuvent offrir de meilleures conditions de travail et de rémunération, les enseignants des universités publiques se sentent économiquement marginalisés. Ils revendiquent une harmonisation des conditions salariales et de travail pour réduire l'écart entre les différentes institutions et garantir une équité interne au sein du système éducatif.
- **Fuite des cerveaux et attrition des talents** : En raison des faibles rémunérations et de la mauvaise gestion des universités publiques, les enseignants les plus qualifiés ou expérimentés ont tendance à quitter le secteur public pour des opportunités plus lucratives, soit dans le secteur privé, soit à l'étranger. Cela constitue une fuite des cerveaux qui affaiblit encore davantage le système éducatif public. D'un point de vue économique, la perte de compétences qualifiées compromet le potentiel de développement économique du pays, car l'éducation est un moteur clé de la croissance économique à long terme.

#### 6.1.4.4. Le rôle de l'inflation et de l'environnement macroéconomique

- **Impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat des enseignants** : L'inflation en RDC, couplée à la dévaluation de la monnaie, rend les salaires des enseignants obsolètes par rapport au coût de la vie. Les enseignants sont confrontés à une érosion continue de leur pouvoir d'achat. Du point de vue économique, cela peut être vu comme un symptôme

d'une économie déstabilisée, où les augmentations salariales ne suivent pas l'inflation, alimentant ainsi le mécontentement et les grèves.

- **Cycles économiques et instabilité budgétaire** : L'instabilité macroéconomique générale de la RDC, marquée par des cycles d'inflation et des tensions sur le marché des devises, a un effet en cascade sur les finances publiques. En conséquence, les augmentations de salaires promises ou convenues ne sont pas toujours honorées en raison de la gestion budgétaire difficile du pays. Cela crée une insécurité financière qui pousse les enseignants à revendiquer des améliorations, souvent par la grève.

#### 6.1.4.5. L'impact des grèves sur l'économie nationale

- **Perturbation de la formation d'une main-d'œuvre qualifiée** : Les grèves dans les universités ont un impact direct sur la formation des étudiants, ce qui peut affecter la productivité et la compétitivité du pays à moyen et long terme. Une main-d'œuvre mal formée ou moins qualifiée représente un frein à l'innovation et au développement économique. La grève des professeurs d'université constitue ainsi un obstacle à l'adaptation du pays aux exigences du marché mondial, particulièrement dans des secteurs où la technologie et les compétences sont cruciales.
- **Effet de la grève sur les autres secteurs économiques** : Les grèves perturbent également l'ensemble de l'économie, car elles ralentissent la formation des cadres qui seront amenés à travailler dans différents secteurs économiques, comme les entreprises, les ONG, ou les institutions publiques. Une mauvaise formation universitaire pourrait réduire la compétitivité de la RDC sur le plan régional ou international.

## 6.2. Revue de la littérature

### 6.2.1. Revue théorique

#### 6.2.1.1. La Théorie générale des systèmes

La théorie générale des systèmes élaborée par Ludwig von Bertalanffy constitue le principal cadre d'analyse de cette étude. Selon cette approche, tout système social est composé d'un ensemble d'éléments interdépendants qui entretiennent des relations dynamiques avec leur environnement. Le fonctionnement harmonieux du système dépend de l'équilibre des interactions entre ses composantes. Toute perturbation affectant l'un des sous-systèmes peut produire des effets en cascade sur l'ensemble de la structure organisationnelle. Dans le cas de l'enseignement supérieur congolais, le système universitaire est constitué de plusieurs sous-

systèmes interdépendants : le gouvernement, les établissements universitaires, les syndicats, les enseignants, les étudiants, les partenaires financiers et les organismes de régulation. Les mouvements de grève apparaissent ainsi comme les manifestations visibles d'un déséquilibre systémique révélant des dysfonctionnements dans les mécanismes de coordination, de communication et de régulation entre les différents acteurs (Bertalanffy, L.V, 1973).

L'intérêt de cette théorie réside dans sa capacité à dépasser les explications linéaires des conflits sociaux pour privilégier une lecture globale des interactions. Dans cette perspective, la grève n'est pas seulement une réaction à un problème salarial, mais le produit d'un ensemble de facteurs institutionnels, économiques, politiques et organisationnels qui interagissent dans un environnement complexe. Cette conception rejoint également la pensée de Morin qui considère que les phénomènes sociaux complexes ne peuvent être compris qu'à travers une analyse des relations entre le tout et les parties (Morin, 1977).

#### **6.2.1.2. La théorie du conflit social**

La théorie du conflit développée par Ralf Dahrendorf permet de comprendre les tensions qui émergent lorsque les ressources, les privilèges ou le pouvoir sont répartis de manière inégale entre les acteurs sociaux. Pour Dahrendorf, toute organisation comporte des rapports d'autorité susceptibles de générer des antagonismes entre les groupes dominants et les groupes dominés. Ces tensions deviennent particulièrement visibles lorsque les attentes des acteurs ne correspondent plus aux ressources qui leur sont effectivement allouées (Dahrendorf, 1959).

Dans le contexte universitaire congolais opposant les professeurs au gouvernement trouvent leur origine dans un décalage persistant entre les responsabilités académiques assumées par les enseignants et les conditions matérielles qui leur sont offertes. Les revendications salariales, les demandes relatives aux primes de recherche et les exigences portant sur l'amélioration des conditions de travail traduisent ainsi une contestation de la distribution des ressources au sein du système universitaire.

#### **6.2.1.3. La théorie de la gouvernance universitaire**

Les travaux de Burton Clark mettent en évidence le rôle central de la gouvernance dans le fonctionnement des institutions d'enseignement supérieur. Selon lui, l'efficacité d'un système universitaire dépend de la qualité des mécanismes de coordination entre l'Etat, les universités et les communautés académiques. Une gouvernance défailante caractérisée par l'absence de dialogue, le manque de transparence ou l'insuffisance des mécanismes participatifs favorise l'émergence de conflits récurrents (Clark, 1983).

L'application de cette théorie à la République Démocratique du Congo permet d'interroger la capacité des institutions publiques à gérer durablement les revendications des enseignants et à instaurer des mécanismes de concertation susceptibles de prévenir les crises sociales.

#### **6.2.1.4. La théorie de l'action organisée**

Les travaux de Crozier et Friedberg apportent une dimension complémentaire à l'analyse systémique en mettant l'accent sur les stratégies développées par les acteurs au sein des organisations. Selon ces auteurs, les conflits émergent lorsque les acteurs tentent de préserver ou d'accroître leur marge de liberté dans un contexte marqué par des contraintes institutionnelles. Les syndicats des professeurs, les autorités académiques et les responsables gouvernementaux développent ainsi des stratégies d'influence visant à défendre leurs intérêts respectifs (Crozier et al, 1977).

#### **6.2.2. Revue empirique**

Les recherches empiriques consacrées aux crises universitaires en Afrique montrent que les mouvements de grève constituent un phénomène récurrent dans plusieurs pays confrontés à des contraintes budgétaires et institutionnelles. Altbach souligne que la majorité des universités africaines souffrent d'un sous-financement chronique qui affecte directement la qualité de l'enseignement, les infrastructures de recherche et la rémunération du personnel académique (Altbach, 2005).

Dans une étude comparative portant sur les universités africaines, Saint William met en évidence l'existence d'un lien étroit entre l'insuffisance des ressources publiques et la multiplication des mouvements sociaux dans l'enseignement supérieur (Saint, 2004).

Les travaux de l'UNESCO révèlent également que les systèmes universitaires les plus performants sont ceux qui investissent durablement dans le personnel académique, la recherche scientifique et les mécanismes de gouvernance participative (UNESCO, 2021).

En République Démocratique du Congo, les rapports du Ministère de l'ESURSI ainsi que les documents produits par le RAPUICO montrent que les revendications des enseignants concernent principalement la revalorisation salariale, l'application des accords sociaux, la mécanisation des nouvelles unités académiques et le financement de la recherche scientifique. Ces études mettent également en évidence la récurrence des conflits malgré les différents protocoles d'accord signés entre le gouvernement et les organisations syndicales (Ministère de l'ESURSI, 2024).

Toutefois, la majorité des travaux disponibles privilégient une lecture économique ou institutionnelle des grèves universitaires. Peu d'études ont jusqu'à présent mobilisé l'approche systémique pour analyser simultanément les interactions entre les dimensions politiques, économiques, organisationnelles et sociales de ces conflits. Cette lacune scientifique justifie l'originalité de la présente recherche.

### **6.3. La Grève et ses perspectives**

#### **6.3.1. La perspective économique**

On doit aux économistes du travail les premiers travaux visant à expliquer le déclenchement des grèves et à construire des modèles théoriques susceptibles d'en saisir la rationalité (Rees, 1952). La grève sous l'angle économique comporte des risques et des coûts que des acteurs rationnels devraient normalement chercher à éviter (Hennebert et al., 2017).

Le deuxième cadre interprétatif issu de l'approche économique suggère que les fluctuations du nombre de grèves sont associées à celles de la conjoncture économique (Card, 1990). Ces tendances seraient liées aux incidences de la conjoncture économique sur les rapports de force en relations de travail, les travailleurs étant moins enclins à déclencher une grève lorsque l'économie montre des signes d'essoufflement ou que leur situation financière se précarise (Schor et al., 1987).

En somme, l'approche économique, construite autour de la figure de l'homo oeconomicus et de la rationalité des acteurs, suggère que le choix de recourir à la grève repose sur un calcul coûts-bénéfices fortement déterminé par des variables de nature économique (conjoncture générale, contexte de l'entreprise, secteur d'activité, situation personnelle, etc).

#### **6.3.2. La perspective de l'économie politique critique**

L'intégration des syndicats au sein d'espaces institutionnels régularisés n'implique pas nécessairement leur conversion généralisée à un mode d'interaction plus collaboratif avec les employeurs (Giraud, 2009). De plus, si l'évolution des règles institutionnelles peut contribuer à diminuer l'occurrence des grèves, on ne peut en conclure qu'elles ont forcément pacifié les relations de travail en entreprise et apaiser les tensions entre les parties, voire qu'elles sont en mesure de prévenir le déclenchement d'éventuels conflits.

Les causes de la grève est due à l'insatisfaction des personnels tant scientifiques qu'administratifs face aux conditions imposées par le pouvoir public ; le mauvais paiement de chevalier de la craie par le gouvernement congolais ; le manque de sérieux du gouvernement congolais et le non-respect des accords signés entre le gouvernement congolais et le ministère de l'ESU d'une part, et le ministère de l'ESU et les enseignants d'autre part ; les professeurs

réclament l'augmentation de leurs salaires ; les professeurs demandent trop aussi, alors qu'ils connaissent bien la situation que traverse le pays et nos réalités congolaises ; la mauvaise gestion financière de la part du gouvernement congolais qui fait à ce qu'il y est des problèmes de paiement des salaires et des primes ; la non réalisation des promesses faites aux professeurs concernant l'augmentation de leurs salaires et l'amélioration de leurs conditions de vie par le gouvernement congolais ; les retards dans le paiement des enseignants et les irrégularités de ce dit paiement qui ne correspond même pas aux besoins de leurs ménages.

Les conséquences de la grève à l'ESU a pour conséquence le retard dans le déroulement de l'année académique ou le non-respect du calendrier de l'année académique établi par l'Etat ; les années académiques deviennent très longue et il devient difficile de rattraper le retard accumulé au cours des années ; les mauvaises conditions d'enseignement dues à la pression et à la précipitation de rattraper le retard ; la grève de l'ESU retarde l'essor des facultés et des aptitudes morales et intellectuelles des étudiants ; elle dégrade l'image ou la renommée des institutions supérieures et universitaires dans lesquelles elle se vit ; elle favorise l'incompétence de ressortissant des universités ou des institutions supérieures qui entre sur le marché du travail ; le chômage ; les irrégularités dans l'enseignement ; elle diminue la valeur ou la qualité de l'enseignement aux yeux des étrangers ; la perte de confiance dans le système éducatif publique par la population ; la mauvaise formation des étudiants ; la privation de l'instruction aux étudiants à cause de l'argent ; l'augmentation des taux de criminalité ; beaucoup des jeunes se retrouvent sans occupation et deviennent difficile à gérer dans les quartiers ; le non-respect de la période de clôture des enseignements ; les professeurs parfois, n'arrivent pas à achever leurs cours, soit ils peuvent bâcler carrément les enseignements pourvu de clôturer les cours, la non considération des études et la distraction des étudiants lors du déroulement des enseignements ; la baisse de niveau des apprenants qui abandonnent les cahiers et livres lorsqu'il y a grève ; la réduction des heures normales des cours ; les professeurs ont encore plus du mal à faire comprendre leurs enseignements ; le risque de passer des années blanches.

Les effets négatifs de la grève sur les étudiants inscrits dans l'ESU sont souvent : les étudiants perdent l'élan, le goût ou le fil des certains cours et il devient difficile pour assimiler la suite des cours après la reprise des enseignements ; ils sont retardés dans leur cycle d'étude ; certains étudiants finissent par lâcher complètement ou abandonne ; certains étudiants deviennent oisifs et paresseux et demeurent ignorant dans certains cours ; les aptitudes intellectuelles des étudiants sont rétrogradées ; les étudiants ne reçoivent plus une bonne formation et n'étudient plus dans des bonnes conditions à cause des horaires surchargés ; les étudiants passent trop de

temps à errer dans les cités au risque de commettre plusieurs gaffes ; les étudiants souffrent d'un problème de transport à cause de cours qui finissent à des heures tardives ; les étudiants deviennent victimes des tiraillements entre les professeurs et le gouvernement ; les étudiants se voient en retard par rapport à leurs amis qui étudient dans les Universités et Institutions Supérieures privées ; les étudiants se voient perdre leur temps et leurs plans d'études sont perturbés ; les étudiants risquent d'avoir des mauvaises bases ; une incidence importante du stress qui engendre la baisse de la qualité de leur rendement.

Les mesures permettant de limiter ou contrer les effets des grèves au sein des établissements d'Enseignement Supérieur et Universitaire consistent à payer les enseignants et rétablir le programme ; l'Etat doit juste répondre aux besoins des professeurs ; augmenter les salaires des enseignants ; le gouvernement doit réaliser les promesses qu'il a faites aux professeurs et honorer les accords signés entre lui (le gouvernement) et le corps professoral ; stabiliser et assurer la paie des enseignants à l'heure ; trouver des compromis entre le syndicat des enseignants, l'ESU et le gouvernement congolais ; solliciter la volonté des dirigeants à respecter les engagements pris à l'égard des personnels enseignants ; en trouvant des solutions bien avant et non attendre le début de l'année académique pour statuer sur certaines questions qui cadrent avec les salaires ou les besoins des enseignants ; le gouvernement doit bien payer les enseignants et surtout dans le meilleur délai possible.

La grève à l'ESU peut être perçue de deux manières, c'est-à-dire négativement ou positivement en fonction des enjeux qui la justifient : d'un côté il est difficile pour les enseignants de continuer à faire leur travail sans être payé ou en étant mal payé étant donné qu'ils ont aussi des responsabilités à remplir au sein de leurs familles ; mais d'un autre côté la grève à l'ESU demeure malgré tout une mauvaise chose, surtout pour les étudiants et les enseignants n'y recourant pas par plaisir mais parce qu'ils se voient dans l'obligation de la faire pour faire pression sur leur employeur.

### 6.3.3. Les perspectives de réforme

- **Besoin de réformes structurelles :** L'analyse systémique met en lumière la nécessité de réformes profondes et à long terme. Cela inclut la révision de la politique de financement de l'éducation, la promotion d'une meilleure gestion des ressources publiques, et l'instauration d'un dialogue constant entre les enseignants, l'État et les autres parties prenantes pour établir des solutions durables.

- **Renforcement de la gouvernance** : Pour éviter des crises récurrentes dans le secteur de l'éducation, il est nécessaire de renforcer la gouvernance des universités et de l'administration publique. Des mécanismes de transparence, de responsabilité et de gestion efficace des fonds sont essentiels pour améliorer la situation.
- **Partenariats public-privé et coopération internationale** : Le développement de partenariats avec le secteur privé et les institutions internationales pourrait aider à mieux financer les universités et à améliorer les conditions de travail des enseignants. Des collaborations avec des universités étrangères peuvent également enrichir le système éducatif et favoriser une meilleure qualité de l'enseignement et de la recherche.

### 7. Contributions des résultats

Les résultats de cette étude permettent de mettre en évidence les mécanismes systémiques qui expliquent la récurrence des mouvements de grève dans l'enseignement supérieur congolais. Plus précisément, ils contribuent à identifier les facteurs structurels qui alimentent les conflits, notamment les insuffisances de gouvernance, les contraintes budgétaires, les dysfonctionnements communicationnels et les défaillances des mécanismes de négociation sociale. Cette contribution rejoint la perspective de Parsons selon laquelle la stabilité d'un système social dépend de sa capacité à maintenir l'équilibre entre ses composantes (Parsons, 1951).

Cette recherche permet également de cartographier les interactions entre les différents acteurs du système universitaire et de comprendre comment les décisions prises dans un sous-système produisent des effets sur l'ensemble de la structure. L'analyse révèle l'existence de boucles de rétroaction négative qui entretiennent les conflits et fragilisent la stabilité institutionnelle.

Sur le plan théorique, cette étude enrichit les recherches portant sur l'application de la théorie des systèmes à l'analyse des conflits sociaux dans les organisations publiques. Elle démontre que les grèves universitaires ne peuvent être comprises uniquement sous l'angle salarial mais doivent être appréhendées comme le produit d'interactions complexes entre plusieurs sous-systèmes. Sur le plan pratique, les résultats fournissent aux autorités publiques et universitaires des informations utiles pour améliorer la gouvernance de l'enseignement supérieur et renforcer les mécanismes de dialogue social. Cette orientation rejoint les travaux de Mintzberg sur la gestion des organisations complexes (Mintzberg, 1982).

## 8. Conclusion

Cette étude a porté sur la Grève des Professeurs d'Université en République Démocratique du Congo : analyse sous le prisme systémique. Nous avons vu que les objectifs économiques de la grève des Professeurs d'Université en RDC sont donc multiples et visent à améliorer les conditions de travail et de rémunération des enseignants. Ces revendications, bien qu'elles soient essentiellement axées sur le bien-être économique des Professeurs, ont aussi un impact à long terme sur la qualité de l'éducation, le développement de la recherche et la croissance économique du pays. Si ces objectifs sont atteints, la RDC pourrait voir une amélioration significative de son système éducatif, ce qui bénéficierait à l'ensemble de la société en termes de développement humain et de compétitivité économique.

L'analyse de la grève des Professeurs d'Université en RDC sous le prisme systémique montre que cette crise est bien plus qu'une simple revendication salariale. Elle découle de problèmes structurels liés à la gestion des finances publiques, à l'instabilité politique, à un sous-investissement dans le secteur éducatif et à une mauvaise gestion des ressources. Pour résoudre ce problème de manière durable, il est nécessaire de mettre en place des réformes systématiques dans le financement de l'éducation, la gestion des universités et le dialogue social entre les Professeurs et l'État. Ce n'est qu'en abordant ces questions de manière holistique que la RDC pourra espérer sortir de ce cycle de grèves et construire un système éducatif solide et capable de soutenir son développement économique et social. Ces questions essentielles permettent de comprendre que la grève des Professeurs d'Université en RDC est un symptôme d'un système éducatif et économique en crise. Chaque question soulève des défis qui touchent des aspects multiples de la société, allant de la gouvernance politique aux relations économiques internes et internationales, et de la qualité de l'éducation aux besoins de réformes structurelles. Une analyse systémique de cette situation doit prendre en compte la dynamique entre ces différentes dimensions et proposer des solutions qui répondent à la fois aux problèmes immédiats et aux causes profondes de la crise.

Cependant, les revendications économiques des enseignants sont le reflet d'un système en crise, où les faibles ressources économiques allouées à l'éducation et la gestion inefficace des fonds publics exacerbent les inégalités internes et rendent le secteur éducatif vulnérable. Pour résoudre cette crise, des réformes profondes et un rééquilibrage des priorités économiques sont nécessaires afin de garantir que l'éducation devienne un moteur de développement durable et de compétitivité pour la RDC.

A l'endroit du gouvernement, il est recommandé d'assurer l'exécution effective des accords conclus avec les professeurs, d'accroître le financement de l'enseignement supérieur et de mettre en place un cadre permanent de concertation sociale. Ces mesures sont conformes aux recommandations de l'UNESCO relatives à la profession enseignante (UNESCO, 1997). Aux universités, il est suggéré de renforcer les mécanismes de gouvernance participative, de promouvoir la transparence administrative et de développer des dispositifs internes de prévention des conflits. Aux syndicats des professeurs, il est recommandé de privilégier les mécanismes de négociation préventive et de favoriser une culture de dialogue permanent avec les autorités académiques et gouvernementales. Enfin, les partenaires techniques et financiers devraient soutenir davantage la recherche scientifique, la modernisation des infrastructures universitaires et les programmes de renforcement des capacités institutionnelles.

## Bibliographie

1. Altbach, Philip. (2005)., African Higher Education : An International Reference Handbook, Indiana University Press, Bloomington, pp : 57-81.
2. Altbach, Philip. (2007)., Tradition and Transition : The International Imperative in Higher Education, Boston College Center for International Higher Education, Boton, pp : 15-27.
3. ARRIGHI, G. (1991). *Siècle du marxisme, siècle de l'Amérique : la formation et la transformation du mouvement ouvrier mondial*, in : AMIN, S., et al. : Le grand tumulte ? Les mouvements sociaux dans l'économie-monde, Paris.
4. Bardin Laurence. (2013)., L'Analyse de contenu, Paris, PUF.
5. Bertalanffy L.V. (1973)., Théorie générale des systèmes, Paris, Dunod.
6. BORA, D. (1989). *Etudes Universitaires*, CEDIEF, Bruxelles.
7. CARD, D. (1990). *Strikes and bargaining. A survey of the recent empirical literature*, The American Economic Review, vol 80, n°2.
8. Clark Burton, R. (1983)., The Higher Education System : Academic Organization in Cross-National Perspective, University of California Press, Berkeley, pp : 134-172.
9. Crozier, Michel. et Friedberg, Erhard. (1977)., L'Acteur et le système, Seuil, Paris.
10. Dahrendorf Ralf. (1959)., Class and Class Conflict in Industrial Society, Stanford University Press, Stanford, pp : 175-238.
11. DION, G. (1969). *La grève-sans-arrêt-du-travail*, Relations industrielles/Industrial Relations, Département des relations industrielles de l'Université Laval, Québec, 24(2), 279–307. <https://doi.org/10.7202/028019ar>
12. Forrester, J.W. (1968)., Principles of Systems, Productivity Press, Portland, pp : 12-35.
13. GILBERT, Demez. (2003). *La grève : rôles des acteurs sociaux et étatiques*, Reflets et perspectives de la vie économique, 2003/4 Tome XLII, p.91-100. <https://www.cairn.info-Reflets-et-perspectives-de-la-vie-économique-2003-4-page-91.htm>
14. GIRAUD, B. (2009). *Faire la grève : les conditions d'appropriation de la grève dans les conflits du travail en France*, Thèse de doctorat, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Centre de recherche politique de la Sorbonne.
15. GRIFFIN, J. I. (1939). *Strikes, a Study in Quantitative Economies*, Columbia University Press, New York, p.15.

16. GUY, Caire. (1979). *Analyse économique de la grève : Problèmes méthodologiques*, Paris, p.153.
17. GUY, G. et PERNOT, J.M. (2008). *La Grève*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, p.10.
18. HANSEN, A. (1921). *Cycles of strike*, in : American Economic Review, vol 11, n°2.
19. HENNEBERT, M-A et FAULKNER, M. (2017)., *La décision de faire la grève : déterminants théoriques et perceptions syndicales*, Revue multidisciplinaire sur l'emploi, le syndicalisme et le travail (Remest), vol 11, n°1.
20. [https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Approche\\_systémique](https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Approche_systémique), consulté, le 05/01/2025 à 20h10'
21. <https://www.oecd.org/fr/data/indicators/population-with-tertiary-education.html>, consulté, lundi, le 06/01/2025 à 14h20'
22. La Direction. (1947). *Grève politique ou grève économique ? Relations industrielles/ Industrial Relations*, Département des relations industrielles de l'Université Laval, 3(2), 17–17. <https://doi.org/10.7202/1023562ar>
23. LACROIX, R. et DUSSAULT, F. (1979). *La grève : ses facteurs déterminants et son effet sur les hausses de salaire. Une synthèse critique*. L'Actualité économique, Revue d'analyse économique, Montréal, Octobre-Décembre, 55(4), 545–567. <https://doi.org/10.7202/800851ar>
24. Le Moigne, J.L. (1994)., *La Théorie du système général*, Paris, PUF.
25. Ministère de l'ESURSI. (2024)., *Rapport annuel du secteur de l'ESU*, Kinshasa, pp : 34-52.
26. MINTZBERG, Henry. (1982)., *Structure et dynamique des organisations*, les Editions d'Organisation, Paris.
27. Morin Adgar. (1977)., *La Méthode 1 : La Nature de la Nature*, Edition du Seuil, Paris.
28. Mucchielli, Alex. (2009)., *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*, Paris, Armand Collin.
29. Parson, Talcott. (1951)., *The Social system*, New York.
30. PIOBETTA, J.B. (1961). *Les Institutions Universitaires*, Paris, P.U.F.
31. REES, A. (1952). *Industrial conflict and business fluctuations*, Journal of Political Economy, Vol 60, n°5.
32. Saint William. (2004)., *Higher Education in Africa : Challenges for the 21st Century*, World Bank, Washington D.C., pp : 43-71.

33. SCHOR, J. et BOWLES, S. (1987). *Employment rentes and the incidence of strikes*, The Review of Economics and Statistics, vol 69, n°4.
34. UNESCO. (1997)., *Recommendation concerning the Status of Higher-Education Teaching Personnel*, Paris, pp : 12-27.
35. UNESCO. (2021)., *Reimagining our Futures Together : A New Social Contract for Education*, UNESCO Publishing, Paris, pp : 85-112.
36. YATCHINOVSKY, A. (2018). *L'Approche systémique : pour gérer l'incertitude et la complexité*, 6<sup>ème</sup> édition ESF, Paris.